



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2989
14 novembre 2025
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Réchauffement climatique Les capitalistes nous poussent dans la fournaise



En Espagne, août 2025.

Affaire Shein

Quand les ministres
s'emmêlent

page 6

11-Novembre

Contre les guerres,
la révolution

page 7

Mali

La loi des bandes
armées

page 8

Leur société

- Budget : le PS à la rescousse de Lecornu 3
- Limitation arbitraire des arrêts de travail 3
- Le vrai capital est sau 3
- Le Maire règle ses comptes 3
- 13 novembre : les auteurs de terrorisme 4
- Philharmonie de Paris : la guerre s'invite au concert 4
- Palestine, un sujet interdit 4
- Gendarmes à Sainte-Soline : violence d'État programmée 5
- Sarkozy : 20 jours sans majordome 5
- Affaire Zecler : pas près d'être jugée 5
- Affaire Shein : gesticulations ministérielles 6
- Inégalités hommes-femmes : augmentez tous les salaires ! 6
- Manifestation contre les violences faites aux femmes 6
- Prime de Noël : la générosité selon Farandou 6
- 11-Novembre : contre les guerres, la révolution 7
- Aides au patronat : le casse du siècle 7
- Travailleurs sans papiers : régularisation ! 11
- Reims : contre la suppression des bons alimentaires 11
- Protection maternelle et infantile : à l'abandon 11
- Stellantis - Douvrin : les mensonges permanents de la direction 14

Dans le monde

- Mali : la loi des bandes armées 8
- Haïti : les ouvriers de Codevi montrent la voie 8
- Ukraine : un régime corrompu de haut en bas 9
- Musk : pour mille milliards de plus 9
- Sahara occidental : l'ONU entérine l'annexion par le Maroc 10
- Un ciment pour la monarchie 10
- Exercice de l'OTAN : ils préparent la prochaine 10
- Syrie - États-Unis : « normalisation » à la sauce impérialiste 16
- Réchauffement climatique : une COP 30 pour la galerie 16
- Environnement : les irresponsables 16

Dans les entreprises

- Duralex - Loiret 12
- CHU - Toulouse 12
- K + N - Verrières-en-Anjou 12
- Transports en Île-de-France 13
- RATP 13
- Iveco Bus - Annonay 13
- Écoles parisiennes : animateurs scolaires en grève 13
- Stellantis - Douvrin 14
- AESC Envision - Douai 14
- Ministère de l'Agriculture : coupes dans les emplois et les salaires 14
- Michelin - Cholet 15

Agenda

- Fêtes régionales 3

Climat : les capitalistes nous poussent dans la fournaise

La 30^e conférence de l'ONU sur le climat, la COP30, qui se réunit en ce moment à Belém, au Brésil, en témoigne : la catastrophe climatique se poursuit. Elle se poursuit à bas bruit au milieu des guerres, de la détresse et de la misère croissantes, en France et dans le monde.

De la même façon qu'il ne faut pas compter sur les chefs d'État pour mettre fin aux guerres, à l'exploitation ou à la pauvreté, il serait suicidaire de s'en remettre à eux pour lutter contre le réchauffement climatique.

Suicidaire est le bon mot, car le réchauffement de la planète est, à terme, une question de vie ou de mort pour l'humanité. L'augmentation de la température de la Terre, de ses océans et de son atmosphère peut entraîner des conséquences en chaîne irrémédiables, rendant la planète tout simplement invivable.

Pluies diluviennes, inondations, canicules, feux dévastateurs, sécheresse, maisons fissurées, cultures menacées... nous souffrons déjà de ce réchauffement. C'est pire dans les pays pauvres, où celui-ci est synonyme de famine et de déplacement forcé de millions de femmes et d'hommes.

La lutte contre le réchauffement devrait être une évidence pour tout dirigeant responsable et doté d'un minimum de conscience. Mais les dirigeants de cette société capitaliste ne sont responsables que devant les actionnaires et les plus riches.

Depuis la première COP, trente ans se sont écoulés. Trente ans que les scientifiques alertent et proposent des solutions techniques contre le réchauffement. Trente ans que les gouvernants prétendent prendre le problème au sérieux. Et trente ans que les émissions de gaz à effet de serre augmentent d'année en année. À tel point que l'on est déjà en passe d'atteindre le 1,5 °C de réchauffement qui était prévu pour... 2100 !

Leur prétendue lutte contre le réchauffement est un échec. Et comment s'en étonner quand ces mêmes dirigeants s'avèrent incapables de résoudre des problèmes aussi élémentaires que l'accès de chaque être humain à l'alimentation, à l'eau potable, au logement ou à l'éducation ?

La raison de cette incapacité est la même : le but de la classe capitaliste n'est pas de répondre aux besoins de la population. Sa priorité est de réaliser des profits en vendant tout et n'importe quoi. Comme l'orchestre du *Titanic* qui continuait de jouer pendant le naufrage, la bourgeoisie

poursuit ses affaires comme si de rien n'était.

Trump a mené sa campagne avec le slogan « Fore, fore, fore » pour vanter le pétrole américain et veut maintenant creuser les fonds des océans. Musk, qui aurait à lui seul les moyens d'orienter l'économie vers la transition énergétique, s'en moque comme de son premier milliard : il promet de révolutionner le monde en inondant le marché de ses robots humanoïdes. Au moins, ils n'auront pas de problèmes respiratoires !

Les gouvernements cachent leur inaction climatique derrière les progrès dans les énergies renouvelables. À coups de subventions, ils ont, en effet, essayé d'intéresser les capitalistes à l'installation d'éoliennes et de panneaux solaires. Mais l'argent public est limité, et le rythme de ces investissements suit tout juste l'accroissement des besoins énergétiques. Au final, la consommation de pétrole et de gaz augmente. Même en Chine, où les renouvelables ont bondi, la consommation de charbon est toujours plus importante.

Aujourd'hui, la classe capitaliste et ses politiciens ne font même plus semblant de se mobiliser. Aux États-Unis, Trump qualifie le réchauffement de « canular », et les grands trusts n'ont plus à s'embêter avec leur image écologique : du moment qu'ils font de l'argent, ils peuvent polluer et réchauffer la planète ! ArcelorMittal renonce déjà à investir dans l'acier décarboné à Dunkerque en expliquant sans détour que ce n'est pas rentable.

La priorité de tous les gouvernants est la guerre commerciale, la compétitivité et le réarmement. La mode n'est plus aux batteries électriques, mais aux chars, aux missiles et aux drones. Trump a même annoncé sa volonté de relancer les essais de bombes nucléaires, idée reprise par Poutine.

Si les capitalistes et leurs larbins politiques convergent à l'échelle internationale, c'est dans la même fuite en avant où ne comptent que les parts de marché, la course aux matières premières et aux profits, et la capacité militaire de se faire craindre de leurs concurrents.

Tant que l'accumulation privée et la course au profit seront les moteurs de la société, et tant que la concurrence et les frontières régneront en lieu et place d'une solidarité internationale, l'humanité restera prisonnière de l'exploitation, des guerres et de la crise climatique. Pour offrir un avenir à la société, il faut renverser la classe capitaliste et son système complètement fou.

Nathalie Arthaud



Inondation à Valence, en Espagne, en octobre 2024.

Budget: le PS à la rescousse de Lecornu

Samedi 8 novembre, grâce aux voix du Parti socialiste et à l'abstention de députés écologistes et PCF, l'Assemblée nationale a voté la partie « recettes » du budget de la Sécurité sociale.

Le prétexte avancé par le Parti socialiste est que ce vote permet aux députés de continuer les débats et d'examiner la partie « dépenses » de la Sécurité sociale, la partie qui, selon Olivier Faure, contient « le musée des horreurs » mais aussi la fameuse « suspension » de la réforme des retraites que le PS a exigée pour ne pas censurer le gouvernement.

Le PS se targue donc d'avoir « corrigé en profondeur le projet du gouvernement », dans lequel il n'y aurait plus d'« horreurs ». En réalité, il entérine un certain nombre de mesures anti-ouvrières, comme la baisse des cotisations patronales sur les heures supplémentaires ou la hausse de la CSG sur l'épargne salariale et les plans d'épargne logement.

Le vrai capital est sauf

À l'initiative des députés du Parti socialiste, une hausse de la CSG sur les revenus du capital a été votée. Le député de l'Eure Philippe Brun, « Monsieur budget » du PS, l'a justifiée ainsi : « On a augmenté un tout petit peu l'impôt sur le revenu du capital. Personne ne va mourir de cela, mais ça permet d'obtenir 2,5 milliards pour financer la suspension de la réforme des retraites ».

Ainsi on pourrait croire que le PS a réussi à faire payer un peu les capitalistes.

On en est loin.

Car ce ne sont pas les milliardaires qui sont ainsi visés mais tous ceux qui ont un plan épargne logement ou une assurance-vie. Et cela vise aussi ceux qui ont mis un petit pécule de côté, voire des travailleurs qui s'en servent comme d'une réserve dans laquelle puiser en cas de coup dur. Avec des Robins des bois du calibre des députés socialistes, les riches, les vrais, peuvent dormir tranquille.

P. R.

Il avalise aussi des recettes qui épargnent encore et toujours les entreprises et leurs profits. Ainsi, les laboratoires pharmaceutiques, qui se gavent sur le budget de la Sécurité sociale à hauteur de plusieurs dizaines de milliards par an, ne seront pas mis à contribution, ni les banques qui encaissent pourtant chaque année plusieurs milliards d'euros au titre des intérêts sur les emprunts de la Sécurité sociale. Les recettes de celle-ci continueront donc d'être alimentées presque exclusivement par les salariés, au travers des cotisations sociales.

Le problème du PS n'est pas le financement de la Sécurité sociale mais ses ambitions politiciennes. Il a de toute évidence fait le choix de la « responsabilité » vis-à-vis de la bourgeoisie en offrant une solution parlementaire au gouvernement Lecornu. Il faut aussi dire qu'il est motivé par ses propres positions : si le gouvernement tombait et que des élections législatives avaient lieu aujourd'hui, bien des députés PS ne retrouveraient sans doute pas leur poste. L'un dans l'autre, le PS fait ce qu'il sait faire : contribuer au fonctionnement de la machine étatique de la bourgeoisie, pour le



Affiche du PS.

profit de celle-ci et dans son intérêt politique bien compris.

L'Assemblée nationale s'est penchée ensuite sur le volet des « dépenses », examiné depuis samedi 8 novembre, avant de partir au Sénat mercredi 12 au soir. Le gouvernement et le PS jouent visiblement la montre, pour ne pas avoir à assumer ce budget par un vote, en prétextant du calendrier trop serré. La Constitution prévoit qu'au bout de 50 jours sans vote du Parlement – un délai qui sera atteint le 12 décembre – le gouvernement a la possibilité d'appliquer par ordonnance le budget de la Sécurité sociale qu'il avait initialement prévu.

Toutes ces manœuvres, dont les classes populaires feront les frais sur leur santé et leurs revenus, amènent Mélenchon et LFI à dénoncer le PS, qui aurait changé de camp, ainsi que les députés

écologistes et du PCF, qui le soutiennent de fait. Mais ni le PS, ni les écologistes, ni même le PCF n'ont changé de camp. Depuis 1981, ces partis ont gouverné ensemble pendant vingt années cumulées, de Mitterrand à Hollande en passant par Jospin, contre les travailleurs, multipliant les « réformes » anti-ouvrières de la Sécurité sociale et des retraites, y compris avec la participation assumée de Mélenchon. Il y a à peine plus d'un an, ces partis, jusqu'à LFI, étaient alliés, prêts à gouverner ensemble, au sein du NFP, et en tout cas d'accord pour permettre l'élection de députés macronistes ou LR au nom d'un « front républicain » contre le RN. Cela dit assez que, pour les travailleurs, il n'y a rien à attendre de ces alliés d'hier qui se déchirent aujourd'hui.

Serge Benham

Fêtes régionales

Compiègne

Samedi 15 novembre à partir de 16 heures

Salle des fêtes de Margny-lès-Compiègne

Caen

Samedi 15 novembre de 14 h à 22 h 30

Maison de quartier de la Folie-Couvrechef

Dijon

Dimanche 16 novembre à partir de 11 heures

Espace Tabourot à Saint-Apollinaire

à 15 h 30 : débat avec Nathalie Arthaud

Fourmies

Dimanche 16 novembre de 11 heures à 17 heures

Espace Mandela

Limitation arbitraire des arrêts de travail



Le 9 novembre, l'Assemblée nationale a approuvé la mesure limitant à un mois la durée du premier arrêt de travail prescriptible par un médecin.

S'il s'avère qu'un patient a besoin d'un arrêt supérieur à cette durée, il devra revenir voir le même médecin, qui pourra le renouveler

pour deux mois et déroger au plafond en le justifiant sur une prescription.

Comme l'a affirmé très justement une députée du

PS, « en zone sous-dotée en médecins, une personne malade retournera au travail faute d'avoir pu trouver un nouveau rendez-vous chez le médecin pour prolonger son arrêt ». Mais alors, pourquoi les députés du PS ont-ils voté cette mesure, qui fait partie du projet de budget 2026 sur la Sécurité sociale ?

La prétendue « victoire » dont les députés PS se revendiquent pour agir ainsi est d'avoir fait reculer le projet du gouvernement... de 15 jours. Car initialement celui-ci voulait que le premier arrêt ne dépasse pas deux semaines. Ce sont de telles miettes que le gouvernement utilise pour amadouer les députés du PS et obtenir d'eux qu'ils votent son budget. Les malades apprécieront.

Pierre Royan



13 novembre : les fauteurs de terrorisme

Le dixième anniversaire des attentats du 13 novembre 2015, au Stade de France, au Bataclan et dans les rues de Paris, donne lieu à une multitude de déclarations, commémorations officielles, témoignages de rescapés ou de proches des victimes et même à la sortie de fictions inspirées de ces événements.

On ne peut qu'éprouver de l'empathie pour les centaines de personnes dont la vie a basculé le soir du 13 novembre 2015 parce qu'elles ont été gravement blessées ou que leurs proches ont été tués par des terroristes se revendiquant de l'islamisme et tirant pour faire le maximum de victimes. Ces témoignages touchent car n'importe qui aurait pu être une victime ce soir-là, en assistant à un concert, un

match de football ou en prenant un verre en terrasse.

Mais l'émotion et l'horreur suscitées par ces tueries de masse sont utilisées par les dirigeants politiques, au pouvoir ou dans l'opposition, pour faire serrer les rangs derrière ce qu'ils appellent « nos valeurs » ou « les valeurs de la république ». Or aujourd'hui comme il y a dix ans, les injonctions à l'unité nationale permettent

de faire l'impasse sur les raisons pour lesquelles de telles scènes de guerre ont pu se dérouler en plein Paris. Pourquoi la France ne peut-elle pas être un havre de paix dans un monde ravagé par la guerre ? Pourquoi des jeunes grandis en France ou en Belgique en sont-ils venus à s'enrôler derrière Daesh, prêts à tuer à l'aveugle et à mourir pour des idées réactionnaires et mortifères ? Pourquoi Daesh, l'organisation État islamique, a-t-elle pu émerger et grandir jusqu'à prendre le contrôle d'une partie de la Syrie et de l'Irak ?

Les dirigeants des puissances impérialistes, dont la France, portent la



Plaque apposée près du café La Bonne Bière.

responsabilité principale dans les guerres qui ensanglantent le Moyen-Orient ou l'Afrique. Depuis un siècle, pour accéder au pétrole et autres matières premières, pour contrôler les voies commerciales, ces dirigeants ont colonisé, tracé des frontières entre les peuples, soutenu les pires régimes avant de les lâcher quand ils n'étaient plus assez obéissants. Leurs manœuvres permanentes, leurs bombardements, leurs interventions armées, ont semé la haine parmi les peuples et engendré des conflits monstrueux.

Dix ans après les attentats du 13 novembre à Paris, le nombre de pays ravagés par des bandes armées, djihadistes ou pas, n'a cessé d'augmenter et la haine contre les dirigeants impérialistes est encore plus grande. Si Daesh a perdu le pouvoir en Irak et en Syrie, la guerre fait rage en Afrique, en particulier dans les pays du Sahel. Intervenue en 2013 dans cette région sous prétexte de lutter contre les terroristes

djihadistes, l'armée française a dû plier bagage, haïe par les populations qu'elle prétendait défendre parce qu'elle ajoutait du chaos au chaos. Au Moyen-Orient, le principal allié des dirigeants occidentaux, l'État israélien, se livre depuis deux ans à Gaza, en toute impunité, à un massacre de masse. Son armée bombarde les États de la région, Liban, Syrie, Iran, Yémen. En France, tous ceux qui dénoncent la politique criminelle et le terrorisme d'État de Netanyahu sont traités d'antisémites et accusés d'apologie du terrorisme. C'est le même Netanyahu, aujourd'hui accusé de crimes de guerre, qui était en janvier 2015 l'un des invités d'honneur de la manifestation convoquée par François Hollande après les attentats contre *Charlie Hebdo*.

On ne peut pas combattre le terrorisme sans combattre les dirigeants des puissances impérialistes qui alimentent le terreau sur lequel il prospère.

Xavier Lachau

Philharmonie de Paris : la guerre s'invite au concert

Le concert de l'Orchestre philharmonique d'Israël à Paris, jeudi 6 novembre, a été perturbé par un groupe de quatre personnes qui ont déclenché des fumigènes et distribué des tracts. Quoi que l'on pense de ce type de manifestations, elles n'ont pu surprendre personne.

Chaque événement, quelle que soit sa nature, culturelle ou sportive, impliquant d'une façon ou d'une autre l'État d'Israël donne lieu à des manifestations pour dénoncer le génocide à Gaza. Depuis des semaines, des associations propalestiniennes et des artistes demandaient l'annulation du concert, notamment Tsedek !, collectif décolonial juif, ou l'Union juive française pour la paix (UJFP). La CGT de la Philharmonie de Paris réclamait une prise de parole de la direction de l'institution pour dénoncer les massacres à Gaza. Mais la ministre de la Culture Rachida Dati interdisait la moindre contestation,

déclarant : « *Aucun prétexte à l'antisémitisme !* », comme si la critique de la politique du gouvernement d'Israël et de sa guerre d'extermination à Gaza était de l'antisémitisme.

La Philharmonie était donc protégée par des dizaines de CRS pour ce moment de communion musicale en présence de l'ambassadeur d'Israël en France.

Pour clore ce qui était présenté comme un « événement purement culturel », l'hymne national israélien a été joué dans une improvisation qui a fait se lever une bonne partie de la salle et gêné ceux qui étaient venus pour la musique. Ce

concert était bien un événement politique où s'est à nouveau exprimée la solidarité du gouvernement français et d'une large partie du spectre politique envers l'État israélien – jusqu'à Le Pen invectivant les « *activistes antisémites d'extrême gauche, encouragés par les appels du syndicat communiste de la CGT* ».

Trois hommes et une femme sont restés trois jours en garde à vue et sont désormais mis en examen. Un des manifestants a été tabassé dans les travées, comme s'en est réjoui ensuite l'ambassadeur d'Israël, par des mélomanes aux réflexes de cogneurs d'extrême droite. Malgré la reconnaissance de la Palestine par Macron et le fait que l'ONU accuse Israël de génocide, l'injonction au soutien à l'État israélien reste de mise sous peine de se faire traiter d'antisémite.

Boris Savin



Les fumigènes pendant le concert.

Palestine, un sujet interdit

L'administrateur du Collège de France, une institution universitaire prestigieuse du Quartier latin à Paris, a annulé un colloque sur la Palestine et l'Europe juste avant la date prévue pour sa tenue.

Quelques jours auparavant, le président du Crif, qui prétend représenter les Juifs de France, avait décrit ce colloque d'historiens de la très officielle chaire d'histoire contemporaine du monde arabe comme propalestinien en se plaignant que « *rien n'allait dans ce colloque* ». Cela a suffi pour que le ministre de l'Enseignement supérieur fasse pression sur

le Collège de France.

La conclusion du colloque devait être assurée par une représentante de l'ONU pour les droits de l'Homme, un ancien vice-président de la Commission européenne et l'ancien Premier ministre de droite de Villepin. Inquiet des propos que pourraient tenir de si dangereux agitateurs, le ministre a obtenu l'annulation du colloque, tout en ayant le culot de prétendre à ce propos « *défendre la liberté académique* » et « *le débat libre, respectueux et pluriel* »... du moment qu'il convient au pouvoir.

L. D.

Sainte-Soline : violence d'État programmée

Mediapart et *Libération* ont rendu publiques des vidéos enregistrées par les caméras-piétons des gendarmes mobiles déployés le 25 mars 2023 contre les opposants à la mégabassine de Sainte-Soline.

La manifestation contre la mégabassine appelée le 25 mars avait été interdite. Le gouvernement de l'époque, et notamment le ministre de l'Intérieur Darmanin, avait voulu faire une démonstration de force. Deux mille gendarmes mobiles avaient été mobilisés, contre 6 000 à 8 000 manifestants.

La veille, Darmanin déclarait à la télévision : « Nous verrons des images extrêmement dures. » Les gendarmes mobiles et leur hiérarchie furent ainsi encouragés à se livrer sans retenue à des actes de violence

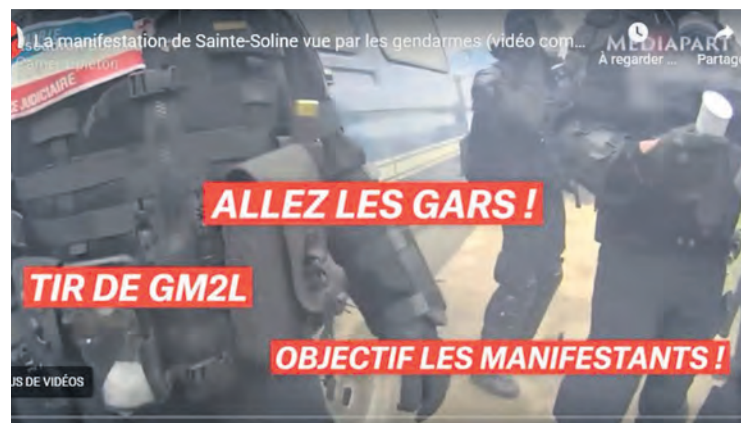
contre les manifestants.

Ainsi peut-on entendre dans les vidéos les ordres de tirs tendus répétés de multiples fois par des chefs, dans neuf escadrons sur les quinze déployés autour de la mégabassine, selon les journalistes. Ces tirs visant directement les manifestants sont censés être interdits car très dangereux, en particulier quand il s'agit des projectiles GM2L qui contiennent une charge explosive. « Mets-leur un GM2L dans la gueule ! », ordonne un chef ; des gendarmes mobiles se réjouissent : « Je compte plus

les mecs qu'on a éborgnés. » Un s'exclame : « Il faut qu'on les tue ! », un autre : « T'en crèves deux ou trois, ça calme les autres. » Les manifestants sont baptisés « animaux », « illuminés », « résidus de capote », ou appelés « pue la pisse », ce qui semble courant dans les rangs car le sigle PLP est compris de tous.

Au moins deux cents manifestants furent blessés ce jour-là, probablement plus car certains refusèrent de se déclarer. Deux faillirent mourir et vivent aujourd'hui avec de lourds handicaps, probablement victimes de tirs tendus.

Ce déchaînement de violences, encouragé par les plus hauts sommets de l'État, montre ce que sont



CAPTURE YOUTUBE MEDIAPART

les forces de répression : des brutes en uniforme, pleines de préjugés réactionnaires et antipauvres, et prêtes à se livrer à des exactions avec l'assurance de l'impunité. Après avoir visionné ces 84 heures d'images

accablantes, au lendemain de la manifestation, l'Inspection générale de la gendarmerie nationale n'avait rien vu ni rien entendu qui justifie, selon elle, la mise en œuvre de poursuites.

Boris Savin

Sarkozy : 20 jours sans majordome

Sarkozy, condamné à cinq ans de prison ferme pour association de malfaiteurs et ayant fait appel, est sorti de prison lundi 10 novembre après seulement vingt jours de détention.

Ses avocats, ses amis politiques et la presse complaisante se félicitent de ce triomphe de la justice et, pour une fois, évoquent l'inhumanité de la détention. Sarkozy lui-même parle de « cauchemar », de « situation éreintante qui laisse des traces ». Un de ses avocats raconte les cris dans la nuit, l'automutilation des détenus, les menaces de mort etc. *Le Figaro*, un quotidien qui réclame d'habitude à longueur de colonnes qu'on enferme les voleurs de poules, évoque la « face

grise » de Sarkozy, caractéristique des enfermés qui n'ont pas vu le soleil depuis longtemps...

Cet Edmond Dantès des temps modernes n'a toutefois pas eu besoin de se faire déposer sur l'île de Monte-Cristo, il lui a suffi de se faire reconduire chez lui, villa Montmorency, dans le très huppé quartier d'Auteuil à Paris, pour y retrouver luxe, calme et volupté. Le juge qui l'a libéré a voulu s'assurer que Sarkozy avait les moyens de vivre en attendant son

procès. Il a donc demandé à l'ex-président de la République, désormais rentier, retraité et conseiller d'entreprises, de confirmer qu'en 2023 il avait bien touché plus de quatre millions d'euros de revenus divers, outre ses dix millions de patrimoine immobilier. Le prisonnier libérable ayant confirmé, il est donc rentré chez lui, dans cette villa qui est une vaste emprise privée des beaux quartiers parisiens. Gardée 24 heures sur 24 et interdite au public, elle abrite, loin du regard des manants, des Bolloré, Arnault, Bouygues et autres membres des dynasties bourgeoises, en plus de leurs amis et serviteurs du genre Sarkozy et de quelques artistes décoratifs.

On imagine donc quel choc terrible a été le changement de voisinage et d'ambiance entre la résidence pour riches, où les pauvres n'entrent que pour travailler, et la prison pour pauvres, où les riches ne sont pas censés mettre les pieds. Pour éviter ce traumatisme à Sarkozy, on aurait pu peupler les cellules contiguës de la Santé avec ses habituels voisins grands patrons de la villa Montmorency... ce ne sont pas les motifs qui manquent.

Paul Galois



Affaire Zecler : pas près d'être jugée

La défenseure des droits, Claire Hédon, a dénoncé le caractère raciste du passage à tabac par des policiers d'un homme noir, Martin Zecler, et le fait qu'aucune procédure disciplinaire n'a été ouverte contre eux.

Le 21 novembre 2020, Martin Zecler, producteur de musique, était interpellé devant son studio d'enregistrement, à Paris, en raison d'une supposée « forte odeur de cannabis » et d'une « absence du port du masque » en plein regain d'épidémie de Covid. Les policiers l'avaient roué de coups et l'un d'entre eux avait lancé une grenade lacrymogène dans le local où Zecler s'était réfugié.

Une caméra de vidéosurveillance avait filmé l'agression et fait tomber la version policière. Mais il a fallu encore cinq ans pour que les juges d'instruction décident, en juin dernier, le renvoi devant une cour criminelle de trois des quatre policiers, le dernier devant comparaître en correctionnelle. En revanche, comme aucun son n'avait été enregistré, le caractère raciste des violences n'avait pas été retenu. Martin Zecler soutenait qu'il avait été traité de « sale nègre » avant la pluie de coups, et il y avait toutes les raisons de le croire. La défenseure des droits met en avant cette nouvelle charge

contre les policiers, mais sa prise de position a surtout une vertu morale qui n'oblige en rien la justice à s'en emparer.

Dans cette affaire, tout montre à nouveau la lenteur avec laquelle les affaires de violences policières sont traitées. Aucune date n'est pour l'heure fixée pour le procès. Un seul de ces policiers est encore en fonction, mais plus sur la voie publique, assure la hiérarchie. Trois sont suspendus et deux ont fait un mois de prison après leur mise en examen. Dès juillet 2021, l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), devant les images accablantes et les versions mensongères des policiers dans les procès-verbaux, demandait un conseil de discipline. Ni le préfet de police de Paris de l'époque, Didier Lallement, ni son successeur, Laurent Nuñez, ne l'ont organisé. Les policiers suspendus sont toujours dans les effectifs puisque, selon le même Nuñez, désormais ministre de l'Intérieur, les violences policières n'existent pas.

B. S.

Affaire Shein : gesticulations ministérielles

Le scandale causé par la découverte de poupées pédopornographiques sur le site de vente en ligne Shein aura au moins permis à certains membres du gouvernement de faire parler d'eux en jouant aux protecteurs de la civilisation, ce qui était en fait leur seul objectif.

En quelques jours, on a vu pas moins de quatre ministres sortir de leur léthargie : Laurent Nuñez, ministre de l'Intérieur, s'est déclaré prêt à faire bloquer le site pour faire cesser les menaces à « l'ordre public ». Le ministre du Commerce extérieur, illustre inconnu jusque-là, a protesté auprès des autorités chinoises, alors que le siège de Shein est situé à Singapour.

Quant à Amélie de Montchalin, la ministre des Comptes publics, elle s'est illustrée, avec son homologue chargé des PME, par une descente à l'aéroport de

Roissy, où transite l'essentiel des colis. Ils se sont mis en scène aux côtés d'agents de la répression des fraudes convoqués pour l'occasion.

Après avoir menacé de suspendre la plateforme, ce qui aurait été bien difficile en réalité, le gouvernement s'est satisfait du retrait annoncé, et certifié par huisier, des produits interdits. Il a émis un communiqué saluant « une victoire fondamentale pour la protection des consommateurs et de l'ordre public » moyennant quoi, pour lui, tout serait à peu près rentré dans l'ordre.

Le PDG de Shein, Donald Tang, ex-banquier d'affaires en Californie, est sans doute prêt à faire de l'argent avec n'importe quoi. En cela, il ne se distingue pas de bien d'autres firmes capitalistes, choyées par tous les gouvernements de la planète. Shein avait d'ailleurs recruté pour six mois un certain Christophe Castaner, ex-ministre de l'Intérieur de 2018 à 2020, afin de l'aider à échapper à une loi risquant de taxer ses activités, déposée il y a près de deux ans et toujours pas entrée en vigueur.

« Christophe Castaner est libre », avait alors déclaré Macron pour la défense de son ami, « libre de se remplir les poches », aurait-il pu ajouter. Shein, Amazon, Leboncoin et autres plateformes le sont plus encore.

Sacha Kami

Inégalités hommes-femmes : augmentez tous les salaires !

Depuis le 10 novembre 2025, à 11 h 31, on peut considérer que les femmes travaillent « gratuitement », et ce jusqu'à la fin de l'année.

Cette date met en évidence l'écart de 22,2 % qui subsiste entre le salaire moyen des femmes et celui des hommes en France. Les lois n'ont pourtant pas manqué qui, depuis 1972, ont posé (et non pas imposé, quand même !) le principe de l'égalité de salaire entre les deux sexes : 1976, 1983 : loi Roudy, 2001, 2006, 2011, etc., la liste est longue !

En fait, tous les salariés, hommes et femmes, travaillent gratuitement une

partie de l'année, si on compare leurs salaires et les profits que les capitalistes réalisent sur leur dos.

La conclusion est claire : il faut prendre sur ces profits pour imposer de vraies

augmentations de salaires, il faut qu'elles soient pour toutes et tous, et qu'elles mettent fin à toutes les divisions existant dans le monde du travail.

M.L.

Manifestation contre les violences faites aux femmes

D'après l'association Nous toutes, il y avait déjà eu 140 féminicides pour l'année 2025, selon le décompte arrêté le 12 novembre.

Comme chaque année, la Journée internationale contre les violences faites aux femmes est l'occasion de se faire entendre pour toutes celles et tous ceux qui veulent dénoncer les rapports de domination

et les comportements sexistes et violents qu'ils engendrent trop souvent.

Des manifestations sont organisées dans tout le pays samedi 22 novembre.

À Paris, elle partira à 14 heures.

RN : le grand patronat d'abord

Les députés du Rassemblement national ont voté le jeudi 6 novembre un amendement au projet de budget de la Sécurité sociale supprimant un impôt pesant sur le patronat, la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S).

C'est le vote du RN qui a permis l'adoption de cet amendement, avant que le gouvernement, qui privilégie d'autres allègements d'impôts patronaux, ne fasse procéder à un second vote.

La C3S touche uniquement les entreprises réalisant un chiffre d'affaires hors taxes d'au moins 19 millions d'euros. Son taux est fixé à 0,16 % du chiffre d'affaires et sa suppression entraînerait une perte de 5,4 milliards d'euros pour la branche vieillesse de la Sécurité sociale. Les plus importants contributeurs de cet impôt sont les banques, pour un montant de un milliard d'euros. Cela n'a donc rien à voir avec le petit artisan étranglé de taxes que le RN et le patronat mettent en avant lorsqu'il s'agit de supprimer les impôts patronaux. Mais cet épisode n'est que le dernier en date des allègements d'impôts sur les entreprises votés par le Rassemblement national.

Le RN a aussi voté avec les députés macronistes l'accélération de la suppression d'un autre impôt payé par le patronat, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) qui interviendra en 2028 au lieu de 2030. Le contre-budget

qu'il propose prévoit de supprimer pour 18 milliards d'euros d'impôts patronaux. Plus se profilent les échéances électorales qui pourraient lui permettre d'accéder au pouvoir et plus le parti de Le Pen et Bardella accentue son opération de séduction envers le grand patronat. Autant de votes, autant de preuves d'amour.

Jordan Bardella avait promis un « choc fiscal positif pour les entreprises », autant dire pour les capitalistes et les milieux d'affaires. Mais pour les travailleurs, pour tous ceux qui dans les classes populaires regardent vers le RN en croyant qu'il serait meilleur simplement « parce qu'on ne l'a jamais essayé », ce serait un choc négatif. C'est à eux qu'il reviendrait de payer pour tout ce que ne verserait plus le patronat, et cela signifierait de nouvelles attaques sur les retraites et des coupes supplémentaires dans les budgets des services utiles à la population.

Daniel Mescla



Manifestation de chômeurs en décembre 1997.

Ce Père Noël est une ordure

« La générosité qu'on a connue pendant des décennies est peut-être arrivée à son terme », a osé dire Farandou, l'actuel ministre du Travail à propos de la prime de Noël versée aux plus pauvres et qu'il entend supprimer, du moins aux personnes sans enfants.

Cette prime, versée aux bénéficiaires de minima sociaux et aux chômeurs en fin de droits, varie en fonction de la composition du foyer : elle est d'environ 150 euros pour un célibataire, 230 pour un couple sans enfants ou 503 pour un couple avec cinq enfants.

Inutile de dire qu'elle est attendue par tous avec impatience.

Mais l'ancien patron de la SNCF, comme tout le reste de sa clique, s'en prend aux plus pauvres qu'il accuse de ruiner le pays. Cherchez l'erreur !

Marianne Lamiral

11-Novembre : contre les guerres, la révolution !

L'anniversaire de l'armistice par lequel se termina la Première Guerre mondiale a été l'occasion pour Macron de célébrer non pas la paix mais l'armée. En s'inclinant devant la statue de Clemenceau, président du Conseil durant cette guerre impérialiste, il se pose en chef de la prochaine.

Pour préparer les esprits à la future guerre, les représentants de la bourgeoisie saisissent toutes les occasions et utilisent les mêmes méthodes qu'en 1914. Aujourd'hui, on veut nous faire croire que les menaces contre la paix et la sécurité du pays viendraient de Poutine. Hier, la propagande dénonçait la « barbarie germanique » pour convaincre des millions de jeunes d'aller se faire tuer.

Aujourd'hui, on est abreuvé de discours prétendant que l'armée française n'est là que pour défendre la démocratie, la population et le sol français. Depuis des décennies, la seule liberté que l'armée française a jamais défendue est celle des capitalistes français de piller les richesses du monde entier, martyrisant les populations pour tirer des profits des mines, du pétrole, des plantations.

De 1914 à 1918, plus de dix millions d'hommes en Europe ont péri non pas pour défendre leur famille et leur liberté mais pour le repartage du monde et des colonies. Ils sont morts et ont tué pour des intérêts qui leur étaient étrangers, pour que Renault fasse des profits en produisant des chars, par exemple, ou pour que Michelin s'enrichisse avec la production de caoutchouc en Indochine.

Durant quatre longues années, la guerre a ravagé l'Europe. Plus de 70 millions d'hommes ont été arrachés à leur vie pour pourrir dans les tranchées. La guerre a entraîné des massacres, des atrocités commises sur les populations, la famine et la misère partout. Aucun pays dit démocratique n'a cherché à y mettre fin, tant il était vital pour les bourgeois du monde entier d'assurer leurs fortunes et leur position face



Pendant la révolution russe de 1917.

à leurs concurrents.

À partir de 1917 sur tous les fronts, des soldats se sont mutinés contre leurs officiers et contre la guerre. Les ouvrières et ouvriers dans les usines ont commencé à relever la tête et à se révolter. En février 1917, la révolution a éclaté en Russie, balayant le tsar en quelques jours et ouvrant une période de mobilisation populaire de plus en plus profonde.

Le 7 novembre 1917, la classe ouvrière prenait le pouvoir sous la direction

du Parti bolchevique, donnant naissance à l'État soviétique, et affirmait sa volonté claire de mettre réellement fin à la guerre. L'appel des travailleurs russes traversa les frontières, alors qu'allait déferler une vague révolutionnaire dans toute l'Europe. Finalement, la classe ouvrière se fit voler sa révolution, en particulier en Allemagne, où la mobilisation ouvrière fut trahie par les dirigeants socialistes, qui permirent à la bourgeoisie de garder le pouvoir.

Le capitalisme avait conduit à la guerre. Cette leçon chèrement payée doit rester dans les consciences. Pour avoir la paix, il faut préparer la révolution. Pour les prolétaires, l'ennemi est d'abord dans leur propre pays car les fauteurs de guerre sont les capitalistes. Les seuls qui peuvent les arrêter sont les travailleurs, s'ils se soulèvent pour arracher le pouvoir aux possédants.

Marion Ajar

Aides au patronat : le casse du siècle

« C'est l'histoire d'un hold-up. Sans arme ni violence, mais orchestré avec l'aval des gouvernements successifs depuis trois décennies. » C'est ainsi que deux journalistes du *Nouvel Obs* introduisent leur ouvrage *Le grand détournement*.

Le livre ne s'en prend pas à l'exploitation capitaliste mais à la façon dont quelques milliers d'ultra-riches siphonnent les comptes de l'État. Il donne un visage aux capitalistes en soulignant que les 500 premières fortunes de France ne vivent que de leur capital, qui s'accroît via les entreprises dont ils sont actionnaires.

Les auteurs ont cherché à recenser les trois formes d'aides que sont les exonérations de cotisations, les subventions directes et les niches fiscales.

Les aides aux entreprises se sont emballées depuis 2001. Alors

qu'elles représentaient déjà 30 milliards par an dans les années 1990, elles ont atteint de nouveaux records à chaque nouveau gouvernement au nom de



ALLARY-EDITIONS.

la lutte contre le chômage et de la compétitivité des entreprises. Elles représentent désormais 270 milliards par an. LVMH a par exemple reçu 193 millions d'euros au titre des exonérations de cotisations en 2023 et 82 millions via d'autres subventions. Cette entreprise a fait 15,2 milliards de bénéfice net la même année. Alors que les cotisations patronales représentaient autrefois 45 % du salaire brut d'un smicard, aujourd'hui cette part est tombée à 6,9 %.

Autre exemple : Sanofi a touché un milliard au titre du crédit impôt recherche en dix ans tout en licenciant plusieurs milliers de chercheurs. Elle a aussi perçu 12 millions au titre de l'aide à l'embauche d'apprentis sur l'année 2023. CMA-CGM a économisé

5,7 milliards en 2023 grâce à un régime fiscal particulièrement avantageux.

L'année du Covid a été particulièrement lucrative pour ces grands groupes : 260 milliards d'euros ont été distribués dont seulement 27 pour payer les salariés, sans compter la politique de rachats de titres par la BCE. Et certaines de ces grandes entreprises n'ont même pas respecté les quelques contraintes comme ne pas verser des dividendes pendant deux ans. Cette période a permis une explosion des fortunes des plus riches.

Du côté de la fiscalité, les auteurs notent les résultats de l'enquête de quatre économistes qui constatent que l'impôt sur les grandes fortunes est carrément régressif à partir d'un certain niveau de richesse. Il

existe des moyens légaux largement utilisés par les bourgeois pour échapper à l'impôt. L'un d'eux consiste à placer leurs participations dans différentes entreprises au sein de holdings, qui leur permettent de ne pas payer d'impôts sur les plus-values ni sur les fortunes. Une société d'optimisation fiscale fait cette publicité : « Au lieu que les bénéfices supportent 30 % d'impôts, logés dans une société intermédiaire celle-ci ne paiera pas 30 % mais seulement 1,5 % ou 2 % maximum. » Quant aux héritages, le pacte de succession Dutreil permet d'en minimiser les droits.

On assiste bien à un grand détournement, effectué au profit d'une classe de plus en plus parasitaire.

Inès Rabah

Mali : la loi des bandes armées

Au Mali, depuis deux mois, les djihadistes du JNIM, affiliés à al-Qaïda, attaquent systématiquement les convois de camions citernes approvisionnant en essence les principales villes du pays et les soumettent à un véritable blocus. Après la province, c'est la capitale Bamako qui est ainsi privée de carburant depuis début octobre.

Ce blocus a de lourdes conséquences sur la vie des habitants. L'essence se vend au marché noir à des prix prohibitifs. Le prix des transports a doublé, qu'il s'agisse de transports collectifs ou de motos-taxis, à tel point que de nombreux habitants renoncent à se déplacer. Toute l'économie en est désorganisée. Les entreprises et les services publics ne fonctionnent plus, les écoles ont fermé pendant deux semaines à Bamako faute d'enseignants et d'élèves. Dans l'ensemble du pays, ce sont 2 000 écoles sur un total de 9 000 qui n'accueillent plus les élèves. Seuls quelques rares convois de camions citernes protégés par l'armée parviennent à déjouer de temps en temps le blocus. Les chauffeurs routiers, pour leur part, ont été parmi les premières victimes, tués ou enlevés par le JNIM.

Partout dans le pays, la population est prise en étau entre l'armée malienne et les djihadistes. Ainsi le 2 octobre dernier 28 personnes ont été exécutées par l'armée dans la région de Ségou, égorgées ou tuées par balles alors qu'elles s'enfuyaient. Dans cette région où les djihadistes font régner leur loi dans de nombreux villages, l'armée malienne procède régulièrement à des opérations dont les principales victimes sont les habitants. Beaucoup sont morts sur la route simplement en se rendant au marché.

En 2022, la population, exaspérée par la présence des soldats français dont le seul souci était de soutenir un régime corrompu inféodé à Paris, avait salué avec enthousiasme l'arrivée au pouvoir d'une junte militaire. Les militaires français une fois chassés, les mercenaires russes



La population craignant une pénurie de carburant à Bamako.

de Wagner avaient pris leur place. La Cedeao, regroupant les États voisins, avait alors fermé ses frontières avec le Mali à l'instigation des dirigeants français. Le principal résultat, outre des difficultés supplémentaires pour la population, avait été d'inciter les militaires du Burkina-Faso et du Niger voisins à suivre l'exemple malien et à se débarrasser de la mainmise française.

Trois ans plus tard, la population reste prise en étau entre l'armée malienne et les groupes djihadistes, qui rivalisent de sauvagerie à son encontre. Les mercenaires russes de Wagner, renommé Africa Corps, ne se soucient pas plus de protéger la population que ne le faisaient les Français de l'opération Barkhane. La même corruption règne toujours à la tête de l'État, la même brutalité

de l'armée et des forces de répression. Les deux bandes armées attendent les oppositions ethniques et font régner la terreur. Quant à la misère dans laquelle vit la population, elle est le fruit de la domination impérialiste sur le continent et le passage des dirigeants du pays d'un protecteur militaire à un autre ne peut y changer quoi que ce soit.

Daniel Mescla

Haïti : les ouvriers de Codevi montrent la voie

Cet article est extrait du mensuel de nos camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires - UCI Haïti.

Grève, manifestations, sit-in. Selon les chiffres publiés dans la presse, environ 18 000 travailleurs du parc Codevi, Compagnie de développement industrielle, située à Ounaminthe dans le département du Nord-Est, étaient entrés en grève pendant la semaine du 6 octobre

2025 pour protester contre la volonté du gouvernement d'adopter de nouvelles taxes contre les travailleurs de la sous-traitance. Pour l'instant, ces taxes et prélèvements obligatoires pour l'ONA (Office assurance vieillesse), et pour l'OFATMA (Office d'assurance accidents du travail,

maladie et maternité), vont jusqu'à 20 % de leur salaire. Les grévistes réclamaient également un ajustement de leur salaire bloqué depuis 2022 et de meilleures conditions de travail.

Dans leurs slogans, les travailleurs ont dénoncé l'indécence des potentats du gouvernement qui, tout en faisant la course aux richesses en siphonnant les caisses de l'État, en participant à toute forme de corruption, n'ont pas hésité à augmenter les taxes sur des travailleurs dont la valeur réelle du salaire journalier fluctue autour d'un dollar. Rejoins par des membres de la population pauvre dans leur mouvement, les travailleurs ont réclamé un ajustement de salaire à 2 500 gourdes par jour, la baisse des prix de produits de première nécessité, etc.

Devant cette colère tous azimuts et par crainte de voir plus de membres de la population pauvre s'associer à ce mouvement, le gouvernement s'était dépêché de

sortir un communiqué pour ajourner ces mesures. Mais deux jours après ce recul, les travailleurs n'avaient pas repris le travail pour mettre la pression sur les patrons qui pourraient faire semblant d'ignorer la position des autorités et continuer à prélever à la source ces taxes et obligations.

Les ouvriers de Codevi avaient raison de se battre pour leur gagne-pain. Cette révolte aurait eu toutes les raisons de se propager vers la capitale, particulièrement sur la route de l'aéroport au parc industriel Sonapi mais aussi dans tout le pays où les travailleurs gagnent péniblement 500 gourdes comme salaire journalier dans les stations de services, dans les magasins, les entrepôts... Continuer à payer le même salaire minimum en vigueur depuis trois ans constitue un crime vu l'inflation qui bat des records.

Aux souffrances des travailleurs, à leurs revendications, le patronat et le gouvernement opposent toujours

le cynisme, le mépris et souvent la répression. La grève, les manifestations sont les moyens qui sont à leur disposition pour se faire entendre et faire reculer ces parasites. Il en est de même pour le reste de la population pauvre qui depuis six ans, en plus de l'exploitation des classes dominantes, supporte les exactions criminelles des bandes armées dont les chefs sont devenus en très peu de temps des millionnaires par le racket, le vol, les trafics de toutes sortes.

La révolte générale des masses exploitées représente leur seule voie de salut. Que ces grèves sectorielles, que les actes de bravoure et de résistance de la population dans l'Artibonite assiégée par les gangs, que la résistance des paysans de Kenscoff servent d'entraînement et de prélude aux luttes globales et conscientes de toutes les masses exploitées pour leur libération totale, capitale à l'échelle de tout le pays !

La Voix des Travailleurs



Travailleurs de la zone industrielle Codevi.

Ukraine : un régime corrompu de haut en bas

Une affaire de corruption à grande échelle vient d'éclater en Ukraine. Selon le Nabu (Bureau national anticorruption), elle implique les activités d'une « organisation criminelle de haut niveau » qui, dans l'entourage immédiat du président Zelensky, rançonnait notamment la filière de production d'énergie.

Ce scandale tombe on ne peut plus mal pour le pouvoir. En effet, du fait des bombardements russes qui ciblent systématiquement les infrastructures énergétiques du pays, ses grandes villes sont, comme chaque année à la veille de l'hiver, privées d'électricité et, souvent, de chauffage urbain.

Le Nabu, qui enquêtait sur ces affaires depuis 15 mois, a opéré 70 perquisitions chez des personnalités de premier plan et au siège d'institutions faisant partie du réseau de corruption et de blanchiment. On cite entre autres quatre ministres, dont celui de la Justice et ex-ministre de l'Énergie, Halouchchenko ; la société publique Energoatom, dont les sous-traitants devaient systématiquement verser 10 à 15 % de pots-de-vin pour s'assurer des contrats ; Timour Minditch, un affairiste très proche du président ukrainien, ainsi que ses deux adjoints chargés des aspects financiers de ses opérations, légales ou non.

Le trio, averti de l'opération du Nabu et du SAP (Parquet spécial anticorruption), a fui à l'étranger quelques heures avant les perquisitions. Minditch n'est pas n'importe qui, mais un très proche collaborateur et associé de Zelensky. Copropriétaire de Kvartal 95, leur société de production cinématographique, il a connu une ascension fulgurante

dans le monde des affaires après l'élection de Zelensky à la présidence en 2019. Il a joué de son influence au gouvernement pour étendre ses activités notamment aux secteurs de l'énergie, de la presse et surtout de la défense : la société Fire Point, qu'il contrôle en sous-main, est le premier fournisseur de drones à l'armée ukrainienne.

Le 22 juillet, alors que le Nabu venait d'inculper Tchernykhov, ancien vice-Premier ministre et ami de la famille Zelensky, pour abus de pouvoir et perception de pots-de-vin, puis fait perquisitionner le domicile berlinois d'un ex-conseiller économique du président ukrainien, celui-ci avait fait voter une loi plaçant le Nabu et le SAP sous la dépendance directe du procureur général, nommé par le président. Il y avait urgence, et les députés à la Rada avaient voté comme un seul homme cette loi signée le soir même par Zelensky : ils avaient tout intérêt à brider ces organes encore trop indépendants, bien qu'ils n'aient jamais brillé par leur ardeur à combattre la corruption.

Seulement, l'escamotage n'a pu se faire comme prévu. Une fraction de la jeunesse estudiantine et de la petite bourgeoisie des grandes villes, pourtant des piliers du régime, était descendue dans la rue pour crier son dégoût d'une mesure visant aussi



« La corruption applaudit » la loi : manifestants à Kiev en juillet.

impudemment à assurer l'impunité aux trafiquants et corrompus au sommet.

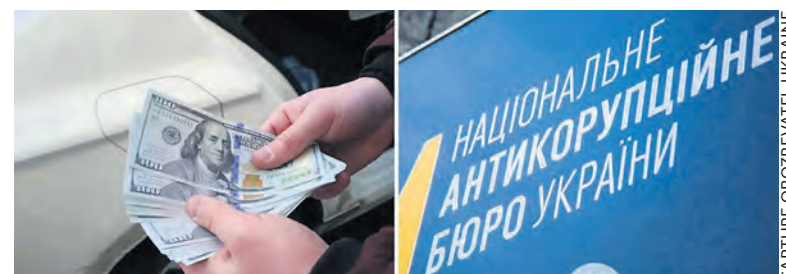
Menacé d'une grave crise politique, et de perdre de nouveaux soutiens alors que de plus en plus d'Ukrainiens montrent leur lassitude de cette guerre sans fin, menacé aussi de voir ses parrains ouest-européens lui retirer une partie de leur aide, au motif d'une complaisance trop ouverte pour la corruption des dirigeants, Zelensky dut rétropédaler. Il força les députés, malgré leurs réticences, à rendre leur indépendance au Nabu et au SAP.

On le voit, cela ne réglait pas grand-chose, et pouvait encore moins éradiquer un mal qui ne date pas de l'élection de Zelensky et n'est pas une particularité locale. En effet, la corruption généralisée, ce mode de fonctionnement des « élites » dirigeantes et finalement de l'ensemble de l'appareil d'État, renvoie, dans la plupart des États issus de la dissolution de l'URSS, à la façon dont la bureaucratie stalinienne, puis brejnévienne, prospérait en parasitant l'économie soviétique.

Le Nabu et le SAP ne peuvent certes pas changer

cette situation, si tant est qu'ils en aient jamais eu l'intention. Mais, dans les luttes de clan permanentes au sommet de l'État ukrainien, certains, appuyés ou pas par les dirigeants ouest-européens, qui répètent que l'Ukraine doit combattre la corruption pour rejoindre l'Union européenne, peuvent profiter de cette situation et des scandales qui l'entourent pour peser sur Zelensky, voire pour préparer l'après-Zelensky dans le cadre d'un éventuel cessez-le-feu.

« Tout le monde sait combien coûte la sortie du « bus » » (où l'on entasse les hommes raflés dans la rue pour les envoyer au CTR, le centre de regroupement militaire), a déclaré le député Oleksi Hontcharenko : « cela va de 1 000 à 6 000 ou 8 000 dollars. Et si vous êtes déjà arrivé au CTR, alors là, les chiffres sont de 8 000, 10 000 et 15 000 »



Siège du Nabu, le Bureau national anticorruption.

dollars pour être libéré. » Autrement dit, nul n'ignore combien cela coûte de griser la patte aux sergents recruteurs et aux officiers subalternes.

Obtenir une exemption médicale de service militaire se paie au moins 20 000 dollars, et il faut bien plus pour filer « légalement » à l'étranger, donc ne pas risquer sa vie au combat. Mais ces sommes, hors de portée de la plupart des salariés, restent dérisoires à côté des fortunes colossales qu'édifient, sur les contrats militaires au premier chef, les hommes qui peuplent les sommets de l'appareil d'État ukrainien. Et ce sont les mêmes qui durcissent les peines qu'encourent les réfractaires à la conscription ou qui débattent au Parlement de mobiliser les femmes pour remplacer les soldats tombés au front. Cela se fait, bien sûr, au nom de « la défense de la patrie », que ces politiciens véreux et oligarques insatiables défendent avec la peau des petites gens, en restant, eux, loin à l'arrière, voire à l'étranger.

« Défendez-nous des Russes », disent en chœur nantis et dirigeants ukrainiens. « Mais qui nous défendra de cette engeance ? » est en droit de penser leur propre population...

Pierre Laffitte

Musk : pour mille milliards de plus



Les actionnaires de Tesla ont voté une rémunération record pour Elon Musk. L'homme le plus riche du monde, avec un patrimoine actuellement estimé à 500 milliards de dollars, pourrait toucher jusqu'à 1 000 milliards de dollars en dix ans.

Cette rémunération est prévue sous forme d'actions de Tesla, avec des objectifs à atteindre, qui sont en quelque sorte des promesses faites pour attirer les spéculateurs en mal de placements, en leur faisant espérer des profits faramineux. Cela alors que

le marché de l'automobile électrique est à la peine, et qu'aucun robot humanoïde Optimus, du groupe Tesla, n'est encore sur le marché.

Les actionnaires de Tesla ont voulu convaincre Musk de rester à la tête du groupe, alors qu'il menaçait de le quitter si ce plan de

rémunération ne lui était pas accordé, car ils en attendent une augmentation de la valorisation boursière de l'entreprise.

Il n'est pas certain que Musk parvienne à toucher ces mille milliards de dollars car on peut espérer que, d'ici les dix prochaines années, des révolutions éclatent, permettant à l'humanité de se débarrasser du capitalisme, fauteur de crises et de guerres.

Hélène Comte

Sahara occidental : l'ONU entérine son annexion par le Maroc

LE 360.MA



Le port de Dakhia-Atlantique en construction.

Vendredi 31 octobre, le Conseil de sécurité des Nations unies adoptait une résolution sur le Sahara occidental validant le plan d'autonomie du territoire sous souveraineté marocaine, sans que le peuple sahraoui ait été consulté le moins du monde.

Cette résolution, présentée comme une victoire diplomatique de la monarchie marocaine, a été parrainée par les États-Unis et activement défendue par la France. Elle entérine l'accord conclu, en décembre 2020 à la fin de son premier mandat, par Donald Trump et Mohammed VI, qui prévoit la normalisation des relations du Maroc avec Israël, contre la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. Cette décision a brisé le statu quo dans la région et ravivé les tensions entre l'Algérie et le Maroc, d'autant plus qu'elle a été suivie d'une série de revirements en faveur de la position

marocaine, dont ceux de l'Espagne, de la France et du Royaume-Uni.

Jusqu'alors ce territoire, ex-colonie espagnole annexée en 1975 à 80 % par le Maroc, était considérée par les Nations-Unies comme « non autonome » et à décoloniser. En 1991, après quinze ans d'une guerre qui opposa le Maroc et le mouvement indépendantiste sahraoui du Front Polisario, soutenu militairement par l'Algérie, le roi Hassan II dut se résoudre à un cessez-le-feu et accepter le principe d'un référendum d'autodétermination. Mais depuis, il n'a cessé de manœuvrer pour en empêcher la tenue.

Sur le terrain, la mission

des Nations-Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso,) s'est révélée impuissante. Elle n'a pas empêché la poursuite de l'annexion de 80 % du territoire qui comprend sa façade atlantique, plus riche. Le Maroc put en toute tranquillité construire un mur de 2 700 km qui coupe le territoire en deux, et ainsi exploiter à sa guise des eaux poissonneuses, des minerais précieux et les gisements de phosphates les plus importants du monde. Pour rendre l'annexion irréversible et diluer le poids numérique des Sahraouis, les 200 000 soldats qui occupaient le Sahara ont été rejoints par 200 000 colons incités financièrement à s'installer.

Aujourd'hui, des grands

groupes du monde entier affluent pour exploiter des richesses du sous-sol et investir dans l'éolien, le solaire, l'électrification ou l'agriculture ! Laâyoune, la capitale avec ses constructions modernes, est devenue une vitrine du développement sous l'égide du Maroc, et le complexe portuaire Dakhla Atlantique est présenté comme le futur « hub » de l'Ouest de l'Afrique. Si, dans cette partie annexée, l'essor économique a pu offrir quelques emplois aux Sahraouis, il a d'abord profité aux capitalistes étrangers, aux affairistes marocains et aussi aux notables sahraouis, au mépris du peuple sahraoui dont les droits sont piétinés. En même temps, les 170 000 réfugiés des camps de Tindouf en Algérie vivent difficilement d'une aide alimentaire

internationale toujours en baisse.

Plus au nord, le littoral marocain est doté d'infrastructures modernes, mais derrière se cachent la pauvreté, un taux d'analphabétisme de 30 %, un système de santé et des écoles délabrées. C'est contre les inégalités sociales, la corruption, que la jeunesse marocaine vient de se révolter, ce pourquoi elle a été brutalement réprimée.

D'un bout à l'autre du Maghreb, les classes populaires souffrent des mêmes maux, du même mépris. La lutte du peuple sahraoui pour décider de son propre sort doit trouver sa place dans celle de toutes les unions des classes opprimées du Maghreb contre leur oppresseurs.

Leïla Wahda

Un ciment pour la monarchie

La monarchie marocaine vient de célébrer le cinquantenaire de la Marche verte, quand Hassan II orchestra l'envoi de 350 000 hommes et femmes vers le Sahara espagnol, en passe de devenir indépendant.

En même temps qu'elle ouvrait la voie à l'annexion par l'occupation militaire, la marche permit au roi de redorer sa couronne,

bien ternie après la répression féroce qu'il avait lancée contre la révolte de la jeunesse de Casablanca en 1965, et contre les officiers qui avaient tenté de le renverser.

Le Sahara a été ainsi promu au rang de cause sacrée devant laquelle presque tous les opposants se sont inclinés. Le 31 octobre, date de reconnaissance par l'ONU du plan

marocain d'autonomie sur le Sahara occidental, a été décrété jour de fête nationale. La télévision a diffusé des images des foules en liesse à l'annonce de la nouvelle. En resserrant ainsi les rangs derrière elle, la monarchie veut aussi faire oublier les images d'une jeunesse qui criait sa colère contre les injustices sociales.

L.W.

Exercice de l'OTAN : ils préparent la prochaine

Un exercice de l'OTAN s'est achevé le 13 novembre dans le centre de la Roumanie. Pendant trois semaines, 5 000 soldats, dont 3 000 Français, y ont simulé une guerre « à haute intensité » sur le flanc est de l'Europe.

Sur ce vaste champ de bataille factice, on se félicite d'une coopération européenne qui permet d'installer des soldats d'un bataillon français dans une tranchée pendant que des Belges hérissent les alentours de barbelés et que des soldats espagnols, macédoniens et portugais attaquent un même village.

Pour ces trois semaines de manœuvre, on n'a pas lésiné sur les moyens et des dizaines de trains, d'avions et de camions ont été employés pour acheminer hommes et matériels. Des nageurs de combat ont été largués au-dessus d'une rivière par un hélicoptère Caïman, des chars Leclerc déployés à l'assaut d'une position militaire. D'autres ont passé des jours dans la boue et le froid de tranchées protégées par des barbelés, semblables à celles où les soldats ukrainiens et russes trouvent la mort depuis des mois. Pour les dirigeants impérialistes de l'OTAN, cette guerre fratricide est

d'ailleurs une aubaine qui permet un « retour d'expérience » et de tester matériel et techniques « grandeur nature ».

Les tranchées de la guerre du 21^e siècle, expliquent les officiers, connaissent des évolutions technologiques. On y trouve du gravier pour drainer l'eau de pluie et des filets antidrones sont déployés au-dessus des têtes. Mais tout comme les Poilus de la Première Guerre mondiale, les jeunes qui y trouveront la mort demain seront sacrifiés aux intérêts capitalistes au nom de mensonges sur la défense de la liberté et de la patrie.

Nadia Cantale

Lisez LUTTE DE CLASSE

Revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 251 (novembre 2025)

- Moyen-Orient : le plan Trump pour une paix des cimetières
- Crise politique et guerre sociale
- ISF, taxe Zucman
- 1925, la grève des marins britanniques
- Impénétrable Chine (3)
- Kautsky, L'origine du christianisme



Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

Travailleurs sans papiers : régularisation

Samedi 8 novembre, plus de 200 travailleurs sans papiers se sont réunis dans les locaux de la Bourse du travail de Paris, à l'initiative de la CGT, pour affirmer : « Trop, c'est trop ! »

Tous tenaient à s'opposer au durcissement des conditions de régularisation et de renouvellement des autorisations de travail et de séjour qui leur rendent la vie impossible. Les conditions suffisantes il y a peu pour obtenir une autorisation exceptionnelle de séjour ne sont plus appliquées.

Celle-ci est maintenant délivrée « au bon vouloir » du préfet. En guise de réponse, bon nombre de sans-papiers ayant demandé leur régularisation se sont vu remettre une obligation de quitter le territoire. En plus de cela, des dizaines de milliers de travailleurs attendent pendant des mois le

renouvellement de leur titre de séjour et se retrouvent en situation irrégulière à cause des « lenteurs » de l'administration. Ils perdent même parfois leur emploi pour cette raison.

Les travailleurs sans papiers sont bien souvent ceux qui assurent des tâches indispensables au bon fonctionnement de la société, sur les chantiers du bâtiment, dans le ramassage des déchets, dans la propreté, les hôtels, la restauration,

au sein même des familles pour assurer la garde d'enfant. Et pourtant, les gouvernements successifs multiplient mesures et déclarations, les désignant comme une menace. Ce faisant, ils les livrent à des patrons voyous qui profitent de leur situation pour les exploiter davantage et font reculer les droits de tous.

Parmi les participants, plusieurs se rappelaient qu'il avait fallu faire grève à plusieurs reprises, dans

le passé, pour débloquer la situation. Cela reste encore le cas aujourd'hui.

Cette première réunion a été une étape réussie pour construire une mobilisation la plus large possible, continuer à se compter et étendre la protestation. La réussite de cette action sera un encouragement pour la suite.

Correspondant LO

Manifestation samedi 15 novembre à 12 heures, à Paris porte de Montreuil, devant le siège de la CGT.

Reims : contre la suppression des bons alimentaires

Dans la Marne, le SIAO 51 (Service intégré d'accueil et d'orientation de la Marne), autrement dit le 115 local, a décidé, à compter du 20 octobre 2025, de mettre un terme à l'attribution de chèques alimentaires de 4 euros par jour, somme déjà dérisoire pour survivre dignement.

L'essentiel des bénéficiaires, environ 200 personnes, étaient des familles de réfugiés, hébergées dans des hôtels du département. Ces 4 euros quotidiens leur permettaient d'acheter de la nourriture et des produits d'hygiène. Cette mesure inique va les plonger dans encore plus de précarité.

Cette attaque inacceptable est justifiée, selon la Préfecture, dont dépend le SIAO, par la hausse des prises en charge et donc

des dépenses. La préfecture précise même que le SIAO s'aligne sur les usages déjà en cours dans la plupart des départements, dont la logique est : « Plus il y a de besoins, moins on donne ! ». Il y a déjà là une application concrète des discussions actuelles autour du budget : pour donner aux plus riches, l'État étrangle les plus pauvres.

Sans vergogne, le SIAO propose comme solution aux anciens bénéficiaires de

faire appel aux associations comme le Secours populaire ou les Restos du cœur, alors que de l'aveu même de leurs responsables, elles sont littéralement débordées. Elles n'ont plus les moyens de faire face aux demandes d'aide, avec pas moins de dix millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans le pays. Selon une étude publiée le 6 octobre par la Fédération des acteurs de la solidarité « 30 % des associations risquent de disparaître d'ici la fin de 2025 ».

Un rassemblement d'une soixantaine de manifestants s'est tenu samedi 8 novembre devant la sous-préfecture de Reims,

à l'appel de l'association La Pépinière contre la précarité. Un des participants résumait bien la situation : « C'est la théorie du ruisellement à l'envers : les ultra-riches sont privilégiés et les plus précaires sont attaqués. » Un autre rassemblement devait se tenir jeudi 13 novembre à 18 h 30 devant l'Hôtel de Ville de Reims. Pour l'Association

La Pépinière la politique du gouvernement « relève d'une stratégie xénophobe et déshumanisante visant à rendre impossible la vie des personnes exilées, pauvres ou sans abri ». Il faut espérer que cette mobilisation s'étende et s'amplifie pour arracher des moyens de vivre dignement pour tous les précaires.

Correspondant LO

Protection maternelle et infantile : à l'abandon



Devant le ministère de la Santé le 5 novembre.

Les soignants des centres de Protection maternelle et infantile (PMI) se sont rassemblés sous les fenêtres du ministère de la Santé, mercredi 5 novembre, pour dénoncer le risque de disparition de ce service, à force de coupes budgétaires depuis des années.

Dans ces centres, chargés

d'assurer le suivi de la santé de la mère et de l'enfant pendant la grossesse et la première enfance par des spécialistes, le personnel manque cruellement. Dans un centre à Bobigny, alors qu'il y avait un médecin à temps complet il y a dix ans, il ne vient plus maintenant que tous les quinze

jours. Dans un autre, le poste de médecin est resté vacant pendant dix ans. Il n'y a presque plus de psychomotriciennes ou de psychologues.

Tout cela entraîne un moindre suivi des grossesses, de la santé des bébés et de leur calendrier de vaccination, moins de conseils aux parents, des bilans de santé à l'école maternelle de moins en moins souvent réalisés par des médecins.

L'augmentation de la mortalité infantile depuis une dizaine d'années justifierait au contraire de renforcer les moyens de prévention accordés à la PMI. Mais le gouvernement ne s'inquiète que de la santé des profits du grand patronat.

Hélène Comte



Nos lecteurs écrivent Une gestion de HLM bien peu sociale

Chers camarades,
J'habite Le Havre dans une cité HLM et veux dénoncer la situation subie par nous, locataires de 3F Normandvie, bailleur social qui gère 24 000 logements dans notre région.

Il faut déjà dire que les loyers pratiqués n'ont rien de très social, mais l'avis d'échéance du mois d'octobre reçu la semaine dernière a provoqué la panique et la colère de tous les locataires. En effet, il comportait en plus du loyer un rappel de charges au titre des années 2022 et 2023. Pour ce qui me concerne, cela fait passer la facture à plus de 800 euros, 300 euros de plus que d'habitude ! Pour des voisins qui ont un logement plus grand, cela a dépassé les 1 000 euros.

Aussi, lundi 3 novembre, avec plusieurs voisins réunis dans le hall de la tour, nous avons décidé d'aller protester au siège 3F du Havre près de la sous-préfecture. Dans les autres bâtiments de notre cité, mais aussi dans

plusieurs autres quartiers de la ville, des dizaines de locataires avaient eu la même idée et nous nous sommes retrouvés à presque une centaine à l'agence.

Les responsables locaux des 3F ont dit que le courrier avait été « mal rédigé » et qu'il y aurait bien un étalement sur dix mois des sommes exigées. Mais cela ne règle pas la question : au nom de quoi nous réclamer des charges datant de trois ans ? Quel contrôle avons-nous sur leur comptabilité ? Aucun ! Car depuis 2020 nous n'avons même plus de relevé détaillé régulier. Et à quoi sert notre argent quand on sait que chaque année, nous restons plusieurs jours sans ascenseur, voire sans eau chaude, que le chauffage est au minimum, etc.

J'essaie de faire partager aux voisins l'idée de s'organiser pour ne plus subir et vous remercie de publier ma lettre. Bien fraternellement,

Bernard

Duralex – Loiret : un élan de solidarité instrumentalisé

En à peine quarante-huit heures, 20 millions d'euros ont été recueillis lors de la levée de fonds participative lancée par les salariés de la verrerie Duralex à La Chapelle-Saint-Mesmin, dans le Loiret, qui ont repris l'entreprise en juillet 2024.

Parmi les 20 000 personnes qui ont répondu à l'appel, certaines ont été attirées par les 18 % de défiscalisation et la promesse d'un taux d'intérêt de 8 %, mais la plupart ont fait ce geste en soutien à des travailleurs menacés de perdre leur emploi. Cet élan de solidarité, qui a dû encourager les 228 travailleurs de Duralex, a été instrumentalisé par les politiciens de tout bord, qui en ont fait un élan de patriotisme économique, attribuant le succès de la levée de fonds à la volonté de

soutenir une « marque iconique française » à laquelle chaque citoyen serait attaché. Duralex a d'ailleurs été la star du salon du « Made in France » tenu à Paris du 6 au 9 novembre.

Dans un contexte de crise et de guerre commerciale où la concurrence étrangère et en particulier chinoise est désignée comme responsable de tous les maux, la défense du « made in France » est relayée par l'ensemble des partis et des syndicats et trouve aussi un écho parmi les classes populaires.

Depuis plus de vingt ans, les travailleurs de Duralex ont vu des patrons se succéder, qui tous, quelle que soit leur nationalité, ont essayé d'en tirer le maximum de profit, en les exploitant et en usant un matériel vieillissant jusqu'à la corde.

« On n'a pas l'eau courante ! On va prendre dans la nappe phréatique, on n'est pas branchés au réseau. On n'a pas de fosse septique », voilà comment le directeur de la scop décrit l'usine. Le dernier patron en date, le groupe La Maison française du verre, français comme son nom l'indique, n'a pas plus modernisé. Par contre, il a empoché 15 millions d'euros d'aides de l'État pour faire face à la crise



énergétique consécutive à la guerre en Ukraine. Et lorsque l'État lui a réclamé 1,2 million de taxes, il a fait ouvrir une procédure de redressement judiciaire, se lavant les mains du sort des travailleurs.

À ses débuts, la scop a bénéficié d'une avance d'un million de la région et de l'aide financière de la métropole orléanaise, qui a racheté l'usine et le foncier évalué à six millions d'euros. L'État, si généreux avec les grandes entreprises privées, s'est montré pingre

avec un prêt de 0,75 million d'euros.

Aujourd'hui, malgré le succès de la levée de fonds, l'avenir des travailleurs de Duralex reste incertain. Ils doivent moderniser l'entreprise, qui reste soumise à la concurrence capitaliste et aux exigences des banquiers. Scop ou pas, et contrairement à ce qu'affirment les défenseurs du patriotisme économique, les intérêts des travailleurs et des capitalistes sont irréconciliables.

Correspondant LO

K + N – Verrières-en-Anjou : tous solidaires dans la grève

Entreprise de logistique proche d'Angers, où 200 travailleurs sur 400 sont intérimaires, Kuehne + Nagel (K + N), vient de connaître son deuxième mouvement de grève en moins de deux ans.

En 2018, l'ouverture de cette plateforme logistique qui, à partir du Maine-et-Loire, approvisionne tous les magasins de l'entreprise Action du Grand Ouest, avait été présentée par le maire d'Angers, Christophe Béchu, comme « la meilleure nouvelle économique en termes d'emplois depuis 2001 ». Elle devait créer 530 emplois... mais aujourd'hui elle n'en compte que 400, dont la moitié en intérim, les agences Proman et Synergie ayant même leurs locaux sur le site !

Comme souvent dans la logistique, le travail se fait en 2 x 8 voire avec une équipe de nuit. Espérant disposer d'un personnel malléable et habitué à des conditions de travail pénibles, la direction de K + N

et les entreprises intérimaires ont toujours privilégié l'embauche de jeunes travailleurs d'origine africaine. Mais les embauchés ont su, au fil des mois, nouer des liens de solidarité avec les plus précaires : fin janvier 2024, une première grève commune permit même l'embauche de 80 intérimaires.

Forts de cette expérience victorieuse et malgré le turn-over important, les salariés de K + N sont repartis en grève les trois premiers jours d'octobre. Ils revendiquaient un alignement des primes de productivité sur les autres sites, notamment celui de Belleville, ainsi qu'une prime d'équipe de 150 euros. À l'appel du jeune syndicat CGT, non seulement les embauchés, mais

aussi la totalité des intérimaires se sont mis en grève, malgré les intimidations !

Devant la force du mouvement, la direction a fini par recevoir les élus du personnel, mais aussi des représentants des grévistes, et a concédé des augmentations des primes de plus de 100 euros au total. Après un vote en assemblée générale, les grévistes ont décidé de reprendre le travail, non sans avoir obtenu de la direction un engagement à ne pas interrompre les contrats des intérimaires.

Pour tous, même si « nous n'avons pas obtenu la prime d'équipe », cette grève est une nouvelle victoire morale qui rappelle à la direction et aux agences d'intérim qu'elles ne peuvent pas faire n'importe quoi, et qui a resserré les liens entre travailleurs.

Correspondant LO



GROWING-DECEPTION

CHU – Toulouse : des milliards pour la santé, pas pour l'armée !

Depuis lundi 3 novembre, les Urgences adultes du CHU de Toulouse n'accueillent plus que les cas graves, nécessitant une hospitalisation pour au moins deux mois.

Sur les deux sites, Purpan et Rangueil, il manque l'équivalent de 25 médecins urgentistes, dont une vingtaine de « seniors », une situation devenue intenable mais qui était prévisible. Les nombreuses heures supplémentaires, les temps partiels refusés, les trois week-ends de travail par mois, ont fait fuir les médecins et n'en attirent pas de nouveaux.

Dans la région toulousaine, la population a augmenté de 14 % ces dix dernières années, et le nombre de passages aux Urgences ne cesse de progresser, 9 000 de plus entre 2023 et 2024, sans que les effectifs suivent. De plus, rien qu'à Toulouse, 100 000 personnes n'ont pas de médecin traitant et il manque 200 généralistes. Les Urgences de l'hôpital privé Joseph-Ducuing, à but non lucratif, ne fonctionnent plus la nuit et des hôpitaux

périphériques ferment régulièrement faute de soignants. Il y a deux ans, l'agence régionale de santé a décidé de fermer la maison médicale de La Grave, en centre-ville, qui assurait pourtant plus de 10 000 consultations par an, le soir et le week-end, et soulageait les Urgences du CHU. Alors, quand la direction parle de réorienter les patients, le choix est plus que restreint ! À l'approche des épidémies hivernales, des centaines de malades vont se retrouver sur le carreau.

Interviewée sur le sujet, la dernière en date des ministres de la Santé parle, comme ses prédécesseurs, de former plus de médecins, alors que 7 milliards d'économies sont déjà prévus sur le budget de la santé en 2026. Celui des Armées, lui, devrait augmenter de 6,7 milliards...

Correspondant LO

Transports en Île-de-France : l'habit ne fait pas rouler les bus

Alors que les travailleurs des bus de la RATP doivent faire face à une attaque importante contre leurs conditions de travail, le souci de la présidente de la région Île-de-France, Pécresse, est de... changer la couleur et le sigle de leur uniforme.

D'ici un an, le réseau de bus de la RATP en Île-de-France sera en effet découpé et transféré dans des filiales privées et, depuis le 1^{er} novembre, c'est déjà le cas pour cinq d'entre eux. Quatre sont passés à Cap RATP, filiale de la RATP et un à Keolis, filiale de la SNCF. À cette occasion, Pécresse, a déclaré dans *Le Parisien* qu'elle va faire équiper d'un nouvel uniforme tous les salariés des bus d'Île-de-France afin de « créer une continuité de

service et un réseau unifié pour les voyageurs »... ce même réseau qu'elle vient pourtant d'exploser en douze morceaux.

Quant à la « continuité de service », ce sont vraiment des mots. Ni la Région ni l'État n'y ont jamais mis les moyens financiers suffisants : il n'y a pas assez de bus, les conducteurs manquent et les économies sur la maintenance aboutissent régulièrement à des retards, à des bus supprimés,

etc.

Les responsables vantent depuis des mois un « sac à dos social » censé apporter une protection commune aux salariés transférés. Mais au-delà de ces discours les attaques ont déjà commencé. Dans les dépôts passés à Cap RATP, le nombre de jours de carence en arrêt maladie passe de un à trois. La prime de dimanche est passée de 51 à 28 euros brut. Les congés bonifiés pour les originaires des DOM-TOM et le financement partiel des billets d'avion sont voués à être supprimés au bout des quinze premiers mois. La Région et la RATP prétendent que les salaires



RATP accueil des voyageurs pendant les JO.

seront maintenus avec un dispositif compliqué d'indemnité différentielle qui va en fait les faire stagner longtemps. En outre 76 salariés ayant refusé de signer leur transfert ont été licenciés, sans les indemnités liées à l'ancienneté, la RATP considérant que leur nouveau contrat ne présentait pas de « modification substantielle »!

Derrière cet uniforme commun, le gouvernement,

la Région et le patronat s'en prennent séparément aux conditions de travail en espérant diviser la réaction des travailleurs. Au contraire, l'intérêt des travailleurs des transports en commun comme des usagers serait de disposer d'un réseau de bus organisé au service de tous avec des effectifs et du matériel en nombre suffisants. Et tant pis pour les capitalistes qui voudraient qu'il soit une

RATP : licenciée pour une vidéo TikTok

Chloé, une mère de famille vivant seule avec un enfant de 13 ans, embauchée depuis dix ans, a été révoquée de son emploi d'agent mobile dans une station de métro parisienne. Son crime ? Avoir été surprise par un inspecteur anonyme alors

qu'elle regardait une vidéo TikTok derrière le guichet, à 23 heures, entre deux usagers à renseigner !

Depuis des mois les licenciements abusifs pour « comportements et propos inappropriés » se multiplient à la RATP. Dans le cadre de l'ouverture à la

concurrence, la direction de celle-ci cherche ainsi à instaurer un climat de peur et de soumission parmi les salariés. Ces licenciements qui s'ajoutent à la dégradation des conditions de travail sont révoltants.

Correspondant LO

Iveco Bus – Annonay : champion du chaos

Le PDG d'Iveco à Annonay, dans l'Ardèche, a eu droit à un article dans le journal *Le Monde* après l'annonce d'une commande de 4000 bus par la région Île-de-France et d'un investissement de plus de 400 millions d'euros réalisé « sans avoir demandé aucune aide de l'État ».

Qu'une entreprise privée de la taille d'Iveco, qui vient d'être rachetée à la riche famille Agnelli par le géant indien Tata, investisse avec ses propres capitaux pour réaliser des profits serait dans l'ordre des choses. Mais c'est un mensonge même s'il est difficilement vérifiable puisqu'aucun chiffre n'est public. En réalité, l'entreprise vit grâce aux commandes des collectivités locales, raflant à elle seule la moitié du marché. Pour garantir que les carnets de commandes se remplissent, l'État verse entre 40 000 et 80 000 euros pour chaque bus acheté, sommes qui finissent dans les coffres d'Iveco. C'est bien une aide de l'État.

Tandis que les actionnaires empochent l'argent, dans l'usine c'est le chaos. Il y a un an, pour produire les bus électriques, la direction a décidé de doubler la production à marche forcée en investissant le moins possible. Tout a été rogné : la formation des centaines de travailleurs intérimaires embauchés, la sécurité et jusqu'aux parkings, qui sont insuffisants. Résultat, la production ne suit pas.

Dans les ateliers, les ouvriers courent après les pièces manquantes, certains fournisseurs menacent de ne plus livrer car Iveco ne les paye pas. Les bus sortent en pièces détachées, certains tombent en panne à la sortie de l'usine, d'autres

doivent être expédiés sur des remorques. Pour terminer les centaines de bus incomplets qui s'accumulent, la direction a mis en place des équipes de choc composées d'ouvriers sous-traitants italiens qu'elle fait travailler de 7 heures à 23 heures et souvent sept jours sur sept ! Toutes les semaines, des travailleurs se blessent et défilent aux urgences de l'hôpital.

Entre les discours triomphants relayés par la presse et la réalité il y a un monde. La désorganisation dans l'usine n'est pas due à l'incompétence des patrons, mais à leur volonté de produire coûte que coûte en passant en force. Les patrons sont à l'offensive, mais ils n'ont jamais autant besoin des ouvriers que lorsque les carnets de commandes sont pleins. Une minorité dans l'usine en est consciente.

Correspondant LO

Écoles parisiennes : animateurs en grève

Plus de cinq cents animateurs des écoles parisiennes sont en grève depuis le 10 novembre. Ils réclament, avec leur syndicat, la titularisation de ceux d'entre eux qui sont sous contrat précaire, ainsi que des embauches pour réduire le sous-effectif.

Ces animateurs encadrent les enfants pendant les temps périscolaires et extrascolaires ainsi que durant la cantine. En théorie, un animateur ne devrait encadrer que 18 enfants pour assurer leur sécurité et pouvoir développer des projets pédagogiques. Mais à Paris, ils s'occupent de 22 enfants en moyenne, et parfois jusqu'à 32 !

À côté de 2 500 adjoints d'animation et de

1 000 animateurs contractuels, 8 500 de leurs collègues sont maintenus par la mairie dans le statut précaire et encore moins payé de vacataire, malgré un « plan de dé-précarisation » de toute évidence très insuffisant.

Le mouvement de grève touche pour l'instant environ 200 écoles – un tiers des écoles parisiennes – entraînant des perturbations dans le fonctionnement des cantines dont plus d'une centaine sont fermées.

Bien des parents et des enseignants, qui doivent s'accommoder des effets de la grève, soutiennent les animateurs face à leur patron, la mairie de Paris gérée par une alliance du Parti socialiste, du Parti communiste et des Verts.

Lucien Déroît



Grève des animateurs des écoles de Paris en novembre 2023.

Stellantis – Douvrin : les mensonges permanents de la direction

Depuis trois ans, Stellantis prépare la fermeture de l'usine de Douvrin, dans le Pas-de-Calais, tout en enchaînant les mensonges et les fausses promesses aux ouvriers pour les faire travailler jusqu'au dernier jour.

Des centaines de travailleurs embauchés et intérimaires sont aujourd'hui sans solution et sans garantie de retrouver un emploi, après avoir travaillé parfois 20 ou 30 ans à l'usine. La direction a nié pendant des mois tout projet de fermeture de l'usine. Aujourd'hui, elle est annoncée pour début 2026. Une partie de l'usine est déjà fermée et plusieurs machines ont été enlevées.

Les patrons de l'usine avaient promis la main sur le cœur que tous les ouvriers auraient un nouvel emploi dans la nouvelle usine de batteries pour les voitures électriques, ACC, construite

juste à côté et dont Stellantis est actionnaire à 45 %. Depuis des mois, les ouvriers doivent faire des formations, passer des entretiens, des évaluations, passer devant des chefs et attendre des mois sans réponse. À l'heure actuelle, seuls 300 sur les 1 500 salariés y ont été mutés, subissant en même temps une baisse des salaires et des conditions de travail aggravées. Et la direction d'ACC, qui avait promis des embauches en cette fin d'année, vient d'annoncer que les recrutements sont pour l'instant bloqués au moins jusqu'à fin janvier.

La direction se vante

dans les médias d'aider individuellement tous les ouvriers à retrouver un emploi alors que des centaines d'entre eux sont toujours sans solution. Dans les cellules d'emploi animées par les « ressources humaines », ces derniers osent dire aux travailleurs de « se prendre en main » et d'aller au bout et avec sérieux dans leur projet. La direction se targue aussi d'organiser des Forums de l'emploi au sein de l'usine au cours desquels les salariés déposent leur CV dans des bannettes où quelques entreprises font leur tri parmi des centaines de candidatures. Pour celles installées dans la région, c'est aussi le gros lot. Elles profitent de la période actuelle, du chômage et de la crise pour mettre la pression et proposer de rares postes avec

des salaires et des contrats minables, par exemple de 3 × 12 heures, parfois à des centaines de kilomètres. Et quand un salarié obtient un entretien d'embauche, la direction de Stellantis lui impose de poser un jour de congé ou un RTT pour pouvoir s'y rendre.

La direction multiplie parallèlement les pressions sur les embauchés et les intérimaires pour vider l'usine de Douvrin et pousser dehors les ouvriers. Le plan de départs volontaires DAEC est honteusement en dessous de ce que les salariés pourraient attendre d'un groupe riche à milliards. Continuant son pipeau avec des promesses d'embauches à ACC, la direction est allée jusqu'à proposer de refaire la même formation aux ouvriers. Elle pousse aussi à travailler plus vite et impose le travail les week-ends et les jours fériés comme le 11 Novembre... alors que l'usine se vide et ferme dans quelques

semaines. Des chefs osent présenter les jours fériés travaillés comme un cadeau pour faire face à la fermeture et mettre de l'argent de côté.

Depuis quelques mois, les travailleurs ont pris l'habitude de se regrouper sur les temps de pause dans les ateliers pour discuter de leur avenir. Avant les vacances d'été, plusieurs rassemblements de protestation ont eu lieu pour montrer qu'ils n'étaient pas dupes du discours de la direction, des travailleurs appelant chaque fois leurs collègues à débrayer.

Depuis des années, les patrons de Stellantis poussent à la production et disent aux salariés qu'il faut travailler plus dur pour que le groupe ne s'effondre pas. Ce sont les mêmes qui aujourd'hui ferment les usines et détruisent des milliers d'emplois alors que le groupe croule sous les milliards.

Correspondant LO

AESC Envision – Douai : retour au 19^e siècle ?

AESC Envision est une usine qui produit des batteries pour les modèles électriques de Renault Douai dans le Nord. Macron est venu plusieurs fois s'y féliciter des créations d'emplois à venir, un millier pour commencer.

On est encore loin d'un tel résultat. Il faut dire que les conditions de travail n'incitent pas à rester, et cela risque de s'aggraver encore. L'usine fonctionnait en équipes de trois fois 8 heures jusqu'à présent. Mais la direction a d'autres projets et commence à en parler aux travailleurs, pour sonder leurs réactions dit-elle. Et cela passe mal.

La direction parle en effet de trois jours consécutifs de travail de 12 heures, qui seraient suivis de trois ou quatre jours de repos... Les horaires seraient de 6 à 18 heures pour une équipe, avec deux pauses de 20 minutes et de 18 à 6 heures pour l'autre équipe avec deux pauses de 20 minutes. Beaucoup de salariés avaient du mal à croire à un tel projet. Le travail est déjà pénible pendant 8 heures, alors comment tenir 12 heures ? Et chacun calculait combien il perdrait de samedis à cause des semaines glissantes, de trois jours en trois jours...

La confirmation est venue

par un autre biais : des recruteurs du groupe AESC sont venus à l'usine Stellantis de Douvrin, l'ex-Française de Mécanique, dont la fermeture a été annoncée. Ils ont proposé ces horaires-là aux travailleurs qui doivent se retrouver au chômage, en ajoutant que AESC s'attend à perdre beaucoup de ses salariés en janvier, quand ces nouveaux horaires se mettront en place. Alors, venez

donc chez nous travailler 12 heures de suite !

Des salariés d'AESC ont déjà décidé de s'en aller, et les primes prévues n'y changent rien. Des chefs aussi ont expliqué à leur équipe qu'ils comptaient partir... et qu'il valait mieux faire comme eux.

Est-ce que l'usine aura le droit d'imposer de tels horaires ? La direction a l'air sûre d'y parvenir et ne semble pas craindre le ministère du Travail. Mais même si le celui-ci donne le feu vert, les salariés pourront et devront arrêter cette folie.

Correspondant LO



Ministère de l'Agriculture : coupes dans les emplois

Au ministère de l'Agriculture, le programme budgétaire 2026 prévoit la suppression de cinquante emplois rien que dans les services centraux, sous prétexte de « réduire les dépenses publiques ».

Les salariés les plus jeunes sont visés. Alors qu'ils sont employés en CDD de trois ans, la direction annonce que leur contrat ne sera pas renouvelé ou met fin à leur période d'essai sous des prétextes fallacieux. Récemment c'est un agent de maintenance des systèmes de sécurité, en contrat à durée déterminée depuis cinq ans, qui est menacé de licenciement pour non-habilitation aux dossiers secret-défense... Une habilitation particulièrement indispensable au ministère de l'Agriculture !

Il y a six mois, la direction du ministère a réformé le système de revalorisation des primes mensuelles. Non seulement il ne s'agit pas d'augmentations de salaire, mais en plus seuls les



travailleurs au statut de fonctionnaire les touchent. Et pour couronner le tout, les hauts cadres se sont octroyé une augmentation mensuelle de 1 005 euros, tandis que les employés et les ouvriers devront se contenter de 33 euros.

Supprimer les emplois des jeunes, demander aux anciens de travailler toujours plus longtemps et se payer sur les économies générées par les licenciements : ces hauts fonctionnaires savent surtout faire pousser le nombre de zéros sur leur fiche de paie.

Correspondant LO

Michelin – Cholet : derrière leur “plan de reclassement” exemplaire...

Il y a un an, le 5 novembre 2024, Michelin annonçait la fermeture de ses usines de Cholet et Vannes. Les derniers salariés sont en train d'être licenciés. Mais il n'y aurait pas d'inquiétude à avoir, à en croire les communicants du groupe, qui vantent dans les médias un « plan de reclassement » exemplaire...

D'après leurs chiffres, celui-ci garantirait déjà à plus d'un licencié sur deux « une solution pérenne » et, selon le directeur de l'usine de Cholet, « les salariés auront de belles histoires de rebond à raconter ». Il parle sans doute de son propre cas, puisqu'il vient d'ajouter une ligne à son CV en menant à bien le licenciement de

950 travailleurs. Pour les ouvriers et les employés, c'est une autre histoire.

Le vocabulaire patronal est riche en euphémismes. Selon la direction, 89 salariés ont « choisi la mobilité interne ». Concrètement, cela veut dire déménager à 300, 400 ou 500 kilomètres de chez soi pour aller se faire exploiter dans les autres usines du groupe, à Bourges, Clermont-Ferrand, Roanne ou Montceau-les-Mines. Et pour enjoliver les licenciements, Michelin parle de « mobilité externe » : elle concerne plus de 730 travailleurs. Si Michelin se félicite de ce que 250 d'entre eux ont signé un CDI, les deux tiers ne savent pas encore qui va payer leur salaire l'année prochaine.

Même pour ceux qui ont signé un CDI, cela ne signifie pas un salaire assuré. Dans une usine où trois salariés ont été embauchés, leur patron a attendu la fin de la période d'essai pour leur dire que, tout compte fait, un seul serait gardé. D'autres arrivent dans des entreprises qui mettront la clé sous la porte quelques mois plus tard, comme les travailleurs de Vannes qui avaient trouvé un poste à la biscuiterie La Trinitaine,

avant qu'elle soit placée en redressement judiciaire courant octobre. Michelin ne les en comptabilise pas moins dans les chiffres de ceux qui ont retrouvé « une solution pérenne ». Et puis, les nouveaux emplois en CDI ne prenant pas en compte l'ancienneté chez Michelin, ils se traduisent par une perte de 300 à 1 000 euros par mois.

Michelin a promis aux entreprises qui embauchent un de ses anciens salariés des primes de 5 000 à 10 000 euros, ainsi que des prêts à des taux très bas. Mais les patrons qui en profitent ne créent pas d'emplois pour autant, et ce sont les travailleurs les plus précaires qui en font les frais. Dans une entreprise de cartonnerie où plusieurs ex-salariés de Michelin ont été embauchés, ce sont les intérimaires, y compris certains âgés et qui y travaillaient de longue date, qui ont été mis à la porte. Certains travailleurs ont aussi tout simplement disparu des bilans du patron, comme ceux employés dans la maintenance, la restauration, le nettoyage ou la logistique, embauchés par des sous-traitants comme SPIE, Sodexo, Derichebourg et Onet. Pour

la plupart, il n'y a pas eu de « plan de sauvegarde de l'emploi », donc même pas un minimum d'accompagnement. Certains ont été poussés à démissionner ou à signer des ruptures conventionnelles, avec le minimum des indemnités légales. Alors qu'ils ont fabriqué eux aussi les profits de Michelin pendant des années, le groupe fait comme s'ils n'existaient pas.

Cent-vingt-trois travailleurs ont dû partir en préretraite, ce qui leur fait perdre 25 % de leur salaire pendant parfois plusieurs années avant la retraite effective. Ceux-là n'ont pas d'autre choix que de tenter de retrouver un emploi pour joindre les deux bouts. Ils n'avaient pas imaginé finir leur carrière en intérim.

Les mensonges étalés par Michelin dans la presse et le sourire du PDG, Meneaux, qui se pavane à la télévision, ne font que nourrir la colère des travailleurs mis à la porte. Oui, il y a de quoi avoir la haine face à ces grands actionnaires exploités et licenciés et les empêcher de nuire serait une urgence.

Correspondant LO



En février 2025, à Clermont-Ferrand.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dues à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Syrie-États-Unis : “normalisation” à la sauce impérialiste

Entré par la porte latérale, sans convocation des journalistes, Ahmed al-Charaa, président de la République arabe syrienne, a été reçu le 10 novembre à la Maison Blanche par Donald Trump en personne.

Il y a encore un an une récompense de dix millions de dollars était offerte par Washington pour tout renseignement conduisant à l'arrestation de l'ancien dirigeant djihadiste al-Joulani, son nom de guerre. Aujourd'hui, al-Charaa fait figure d'interlocuteur valable aux yeux des dirigeants de la première puissance impérialiste, qui décrètent qui est « terroriste » et qui ne l'est plus. Il s'agit d'une nouvelle étape après la première rencontre, il y a six mois,

entre Trump et al-Charaa à Riyad, en compagnie du prince Ben Salman, un des partenaires de la diplomatie américaine dans la région, et pourvoyeur potentiel des milliards de dollars – entre 150 et 190, selon la Banque mondiale – qui seront nécessaires à la reconstruction de la Syrie dévastée par près de quinze ans de guerre civile. Cette fois, Trump a confirmé qu'il prolongeait de six mois la suspension des sanctions qui visaient les pays en affaires avec la Syrie, avant

que le Congrès américain vote leur suppression. Ainsi des investissements occidentaux dans le pays deviendraient donc possibles, et il y a matière à grosses affaires.

Dans un pays ruiné, dont l'activité économique a reculé de 84 % entre 2010 et 2023, l'inflation a grimpé cette dernière année à 115 %. Les deux piliers de l'économie, la production pétrolière et l'agriculture, se sont effondrés et la pauvreté a atteint, en 2022, 65 % de la population. La fragmentation du territoire en groupes ethniques ou confessionnels, le poids encore bien réel de groupes armés concurrents et de chefs de guerre affectent les habitants qui, il y a peu, ont subi de véritables massacres. En mars, dans la région alaouite, 1 700 habitants ont été tués et, en juillet, plus de deux mille dans la zone druze. Avec la persistance de groupes affiliés à l'État islamique et les



En mai à Riyad, Mohammed Ben Salman, Donald Trump et Ahmed al-Charaa.

bombardements de l'armée israélienne, qui considère la Syrie comme un de ses terrains de jeu, l'état de guerre fait encore partie du quotidien de la population. Le gouvernement israélien a profité de la situation pour établir des bases militaires dans la région de Kuneitra, dans la zone dite démilitarisée du Golan, et les soldats israéliens y privent les villageois d'accès à leurs cultures ou à leurs pâtures.

Quelques jours avant sa réception à la Maison Blanche, al-Charaa avait tenté de se concilier la neutralité de la Russie, en se rendant à Moscou pour négocier le

maintien des deux bases militaires russes de Tartous et Hmeimim. Il a maintenant fait allégeance à Trump, seul dirigeant susceptible d'obtenir que Netanyahu cesse d'envoyer ses bombes ou ses hommes contre la population syrienne. La « normalisation » du Moyen-Orient souhaitée par Trump est ainsi en marche, sur la base d'un rapport de force imposé par les bombardements israéliens. Elle ne promet rien d'autre, à des populations épuisées, que la continuation de la domination impérialiste et de la misère.

Viviane Lafont

Réchauffement climatique : une COP 30 pour la galerie

Le 10 novembre s'est ouverte à Belém, au Brésil, la 30^e Conférence mondiale sur le climat, précédée du défilé habituel de chefs d'État.

Depuis l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche, qui qualifie le changement climatique de « plus grande escroquerie jamais inventée », l'unanimité de façade des dirigeants sur le climat s'est fissuré. Ni les incendies géants en Californie, ni les ouragans record dans les Caraïbes, ni la fonte historique de l'Arctique, qui permet désormais la navigation saisonnière par le Nord, ne l'ont fait changer de discours. Pour Trump, l'enjeu n'est pas de répondre à une question scientifique, mais de défendre au mieux les intérêts des capitalistes américains, en particulier des majors pétrolières : les

États-Unis sont redevenus ces dernières années le premier producteur mondial de pétrole.

Les autres dirigeants, de Macron au président brésilien Lula, se disent toujours partisans de la lutte contre le réchauffement climatique et de la « transition énergétique ».

Pourtant, selon l'Agence internationale de l'énergie, la part des énergies fossiles dans la consommation mondiale n'a quasiment pas bougé : elle serait passée de 83 % en 2015 à 80 % en 2024, et aurait même augmenté en valeur absolue. Quant aux engagements nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ils ne

couvrent qu'environ 4 % de l'effort nécessaire pour limiter le réchauffement à 1,5 °C.

Lorsque Lula qualifie la conférence de cette année de « COP de l'action », il reconnaît implicitement que, jusque-là, les grands discours n'ont eu aucune conséquence pratique. En réalité, les dirigeants des États savent que leurs gouvernements n'ont pas la main sur les choix économiques. Ce sont les grands groupes industriels et financiers qui décident quoi produire et comment. Macron ne contraindra pas TotalEnergies à renoncer au pétrole. Lula, bien qu'il se pose en défenseur de l'Amazonie, autorise des forages pétroliers au large du bassin amazonien, au nom du « développement » et du financement de la « transition ». Comment dire plus clairement que les enjeux écologiques doivent s'effacer devant les enjeux économiques de la société capitaliste ?

Dans une économie mondiale soumise à la loi du profit, l'écologie se réduit à un prétexte pour irriguer de milliards d'argent public les grands groupes industriels des pays riches, au nom de la « transition énergétique ». Et les conférences climatiques ne peuvent qu'afficher leur inaction.

Lucas Pizet

Environnement : les irresponsables

La COP 30 est l'occasion pour les médias et un certain nombre d'experts et d'associations de relancer une campagne sur le thème de la « consommation responsable ».

Un « expert du climat » affirmait ainsi sur France Bleu : « Chaque région, chaque personne, chaque collectivité doit faire le maximum pour diminuer ses émissions, expliquait-il. On peut par exemple diminuer les transports routiers et développer le plus possible le train. On peut aussi limiter sa consommation en viande et diminuer les vacances en avion. » C'est une façon de renvoyer chacun à sa responsabilité de consommateur, laissant délibérément de côté la responsabilité écrasante des industriels.

Les capitalistes contrôlent de bout en bout les chaînes de production et de distribution ; ce sont eux qui choisissent de défricher des centaines de milliers d'hectares de forêt amazonienne

pour cultiver toujours plus de soja, de cacao ou de café. Et si l'étendue de ces cultures augmente, ce n'est pas parce que des consommateurs irresponsables en voudraient toujours plus, mais parce que des capitalistes ont besoin d'accroître leur taille et celle de leurs profits. Comme il n'est pas question de s'en prendre aux puissances financières qui mettent la planète en coupe réglée, il ne reste plus qu'à se tourner vers les consommateurs.

Les consommateurs, eux, ne peuvent consommer que ce que les industriels mettent sur le marché, sans contrôler les prix ni décider de leurs salaires, de plus en plus insuffisants, et sans savoir dans quelles conditions sont produites les marchandises qu'ils achètent. Quant à consommer moins, bien des familles populaires y sont contraintes faute de moyens, mais cela ne change rien pour le climat.

Camille Paglieri

